

CODE	Résultat développement/ Résultat intermédiaire/ Produit/ Indicateur	Línea de Base	Meta	Año cumplimiento
RD1	PROCESSUS DEMOCRATIQUES ET ETAT DE DROIT AMELIORÉS DANS L'ADMINISTRATION LOCALE EN CASAMANCE ET À PODOR			
RD1.IN1	Amélioration de la position des CL de Casamance et de Podor dans le ranking de la "Mesure de Performance des CL" par rapport à l'application des normes de gestion administrative et financière de manière participative et transparente	Ranking 2015 Casamance / Ranking 2015-2016 Podor	Amélioratio dans le ranking	2017
RD1.RI1	LES ENTITÉS TERRITORIALES DES RÉGIONS PRIORITAIRES (CASAMANCE ET SAINT LOUIS) PLANIFIENT SUR LA BASE D'UN NOUVEAU SYSTÈME			
RD1.RI1.IN1	% de CL (Communes, départements et "Entente Casamance") de Casamance et du Département de Podor (St. Louis) ayant actualisé leurs stratégies de développement basées sur les systèmes d'information territoriale	En processus	100%	2017
RD1.RI1.P1	Systèmes d'information territoriale et locale pour le développemenet installés, harmonisés entre eux et opérationnels			
RD1.RI1.P1.IN1	Nombre de municipalités de Casamance et Podor ayant un système unique de saisie d'information	Pas unifié	100% CL avec modèle unifié de recueil d'information	2017
RD1.RI1.P2	Plans de développement local actualisés et opérationnels			
RD1.RI1.P2.IN1	Nombre de plans locaux de développement, départementaux et interrégionaux (PLD, SDAT, SIRAT, PDDI, PIRDI) actualisés et en usage	X PLD actualisés / 0 plans départ / 0 plan interrégional	100% PLD actualisés / 10 SDAT y PPDI à élaborer / 1 plan régional élaboré	2016
RD1.RI2	LES COMMUNES EXERCENT COMPÉTENCES QUI LEUR ONT ÉTÉ TRANSFÉRÉES			
RD1.RI2.IN1	Nº de CL qui augmentent le budget destiné aux compétences à (l'Environnement, la Planification du développement, de l'urbanisme et à l'Habitat et à la Gestion des Ressources naturelles)	0	30 CL	2017
RD1.RI2.P1	Augmentation de la capacité de l'administration locale (élus et personnel local) en gouvernance, gestion municipale et réduction de risques			
RD1.RI2.P1.IN1	Nombre de participants (élus locaux, personnel communal, services déconcentrés) répartis par sexe recevant une formation en gouvernance et gestion municipale	0	Assistance minimale continue de 60% des bénéficiaires	2017
RD1.RI2.P1.IN2	Nombre de participants (élus locaux, personnel communal, services déconcentrés) répartis par sexe recevant une formation en planification	0	Assistance minimale continue de 60% des bénéficiaires	2017

CODE	Résultat développement/ Résultat intermédiaire/ Produit/ Indicateur	Línea de Base	Meta	Año cumpliment
RD1.RI2.P1.IN3	Nombre de participants (élus locaux, personnel communal, services déconcentrés) répartis par sexe recevant une formation en réduction de risques	0	Assistance minimale continue de 60% des bénéficiaires	2017
RD1.RI2.P2	Systèmes de recouvrement de taxes locales en fonctionnement			
RD1.RI2.P2.IN1	Nombre de CL sélectionnés avec un diagnostic et adoptant de nouvelles taxes municipales en accord avec la législation sénégalaise	X CL recouvrent taxes communales	Augmentation de 25% des CL avec taxes communales	2017
RD1.RI2.P2.IN2	Nombre de CL avec taxes et nouvelles taxes communales reflétant dans le budget municipal la traçabilité par rapport aux fonds recouverts	?	Au moins 50% des CL avec des nouvelles taxes communales reflètent dans le budget municipal	2017
RD1.RI2.P3	Amélioration de la gestion des services municipaux de l'Etat civil, de			
RD1.RI2.P3.IN1	Nombre de CL ayant un État Civil informatisé et ayant mené à bien une formation de son personnel en matières d'enregistrement, actes et archives	3	Au moins 30 CL	2017
RD1.RI2.P3.IN2	Nombre de services opérationnels (équipés et formés) doté d'un plan d'urbanisme adopté dans les CL	0	Au moins 2 CL	2017
RD1.RI2.P3.IN3	Nombre de systèmes intégraux de gestion de déchets solides validés par le PNGD	0	Au moins 2 CL	217
RD1.RI3	RI3: AUGMENTATION DE LA PARTICIPATION ET DU CÔNTRÔLE CITOYEN			
RD1.RI3.IN1	Nombre de processus participatifs et de côntrôle citoyen dans les CL	En instance de définition ligne de base	Augmentation minimale 25%	2017
RD1.RI3.P1	Budget participatif avec différentes approches transversales (genre, enfance,			
RD1.RI3.P1.IN1	Nombre de collectivités locales s'étant engagées à mettre en oeuvre un processus citoyen participatif (en plenière municipale)	?	40 CL actas de pleno municipal	2016
RD1.RI3.P1.IN2	Nombre de CL élaborant leur budget avec méthodologie participative incluant des approches transversales	Preguntar a ARD	20 CL	2017
RD1.RI2.P2	Mécanismes de côntrôle citoyen adoptés dans les CL			
RD1.RI3.P2.IN2	Nombre de CL développant (mettant en oeuvre) des actions de côntrôle citoyen (planification citoyenne et cadres de concertation citoyenne locale).	?	Augmentation minimale 25% dans les CL avec mécanismes de côntrôle citoyen	2017
RD2	GESTION AMELIOREE DES FINANCES PUBLIQUES			
RD2.IN1	Progrés positif du cadre macroéconomique évalué dans les	N-1	N	Sémemestriel

CODE	Résultat développement/ Résultat intermédiaire/ Produit/ Indicateur	Línea de Base	Meta	Año cumplimiento
RD2.IN2	Existence et évaluation du nouveau cadre d'aide budgétaire avec des engagements de financement de la part de PTF pour la période	ACAB II	ACAB III	2015
RD3	PROTECTION LÉGALE AMÉLIORÉE DES JEUNES FILLES ET GARÇONS			
RD3.IN1	Nombre de plaintes présentées pour violation des droits de l'enfant	ND*	Augmentation minimale 5%	2017
RD3.RI1	Cadre légal spécifique de l'enfance approuvé			
RD3.RI1.P1	Rédaction du Code de l'Enfance finalisé et validé par le Comité Technique			
RD3.RI1.IN1	Projet de loi du code de l'enfance approuvé par le Comité Technique	Avant projet de loi	Validation technique	2015
RD3.RI1.IN2	Projet de loi du code de l'enfance approuvé par le Parlement	Validation technique du projet de loi	Validation politique	2015
RD3.RI2	Acteurs clé dans la chaîne de protection légale de l'enfance sensibilisés et formés (AC: moyens de communication, soc-civile, administration locale et			
RD3.RI2.P1	Aux professionnels des moyens de communication et de la société civile			
RD3.RI2.P1.IN1	Nombre de participants répartis par sexe recevant une formation spécialisée sur la protection des enfants au Sénégal et les violations de ses droits en accord avec le nouveau Code de l'Enfance	0	A définir à la fin de la PAC 1	2017
RD3.RI2.P2	Acteurs clé de l'Administration sénégalaise au niveau national, formés en matière de dispositif de protection judiciaire (Ministère de l'Interieur, Ministère de la Famille, Ministère de la justice, Services de Santé, Education)			
RD3.RI2.P2.IN1	Nombre de participants réparti par sexe recevant une formation spécialisée sur la protection des enfants au Sénégal et les violations de ses droits en accord avec le nouveau Code de l'Enfance	0	A definir al final de la PAC 1	2017
RD3.RI2.P3	Acteurs clé de l'Administration sénégalaise au niveau national, formés en matière de dispositif de protection judiciaire de l'enfant			
RD3.RI2.P3.IN1	% de personnel de la Commune et de "chefs de village" de 8 CL de Casamance ayant augmenté leurs connaissances en matière de protection de l'enfant	ND*	% d'amélioration dans l'enquête finale	2017
RD3.RI2.P3.IN2	% de personnel de la Commune et de "chefs de file" de 8 CL de Casamance sachant identifier les cas de violation des droits de l'Enfant	ND*	% d'amélioration dans l'enquête finale	2017
RD3.RI2.P3.IN3	Nombre de para-juristes de Casamance formés en matière d'orientation et d'accompagnement juridique d'enfants victimes de violence	ND*	% d'amélioration dans l'enquête finale	2017
RD3.RI3	Système de protection de l'enfant en fonctionnement dans les Collectivités Locales sélectionnées de Casamance			

CODE	Résultat développement/ Résultat intermédiaire/ Produit/ Indicateur	Línea de Base	Meta	Año cumpliment
RD3.RI2.IN1	% de garçons et de jeunes filles affirmant que la situation de l'enfant dans leurs CL s'est améliorée	ND*	% d'amélioration dans l'enquête finale	2017
RD3.RI2.IN2	% de cas de violation des droits traités par les services des CL de Casamance sélectionnées	ND*	Augmentation minimale du 5%	2017
RD3.RI3.P1	Mécanismes de dénonciation des violations de droits de l'enfant connus et			
RD3.RI3.P1.IN1	Nombre de cas détectés et signalés par les Comités de protection communautaire	X	Augmentation minimale du 10%	2017
RD3.RI3.P1.IN2	Nombre de cas de violation des droits dénoncée à la Gendarmerie, police ou détachements militaires	X	Augmentation minimale du 10%	2017
RD3.RI3.P2	Assistance judiciaire aux victimes			
RD3.RI3.P2.IN2	Nombre de consultations prises en charges dans les Centres d'orientation juridique pour l'orientation gratuite des enfants et jeunes filles victimes de	0	50%	2017
RD3.RI3.P2.IN2	Nombre de cas de violation de droits des enfants défendus devant la justice sénégalaise	ND*	Augmentation minimale du 8%	2017
RD3.RI2.P3	Mécanismes d'assistance aux mineurs opérationnels			
RD3.RI2.P3.IN2	Nombre de mineurs recevant un soutien pour la réinsertion sociale en situation de rupture familiale, scolaire et/ou victimes de violence identifiés dans les	ND*	50%	2017

* ND: La ligne de base en cours d'élaboration dans le cadre de la convention 2014 mis en oeuvre par Save the Children sera disponible en janvier 2016.